

LATTS

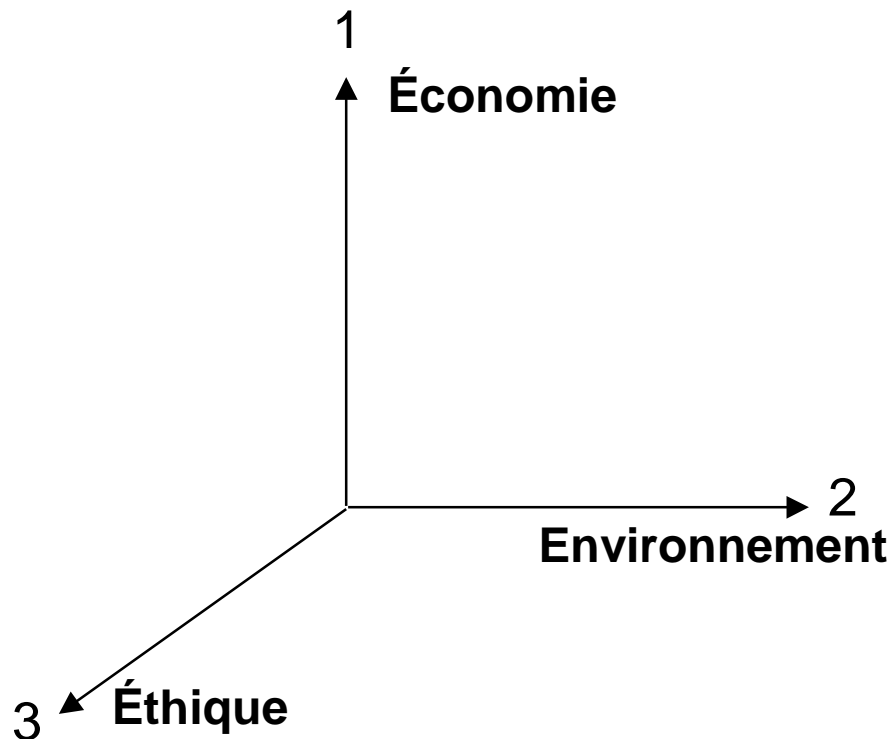
Les Européens ont-ils les moyens de leurs services publics d'eau ?

Bernard Barraqué, DR CNRS

- Europe du Sud : **Équiper.**
- Europe du Nord : **Gérer.**
- Valeur du patrimoine des infrastructures d'eau et d'assainissement : si l'on devait tout reconstruire :
 - France : 1 450 MdF
+ 150 MdF (fosses septiques)
 - Angleterre : 189 Md£
- Combien faut-il investir par an pour renouveler ? 1 % ? 10 % ?

LATTS

La problématique des 3 E d'Eurowater (D.D. = E³)



1 - Investit-on assez pour renouveler le patrimoine énorme installé ?

2 - Combien coûte l'amélioration de performances environnementales ?
(directives européennes, lois, etc.)

3 - Si on satisfait 1 et 2, le prix des services est-il encore acceptable socialement ?
Et politiquement ?

LATTS

La problématique des 3 E d'Eurowater (D.D. = E³) (suite)

- Nous avons mis au point une méthode d'audit simplifiée pour tester la durabilité des services publics.
- C'est l'axe éthique qui est le moins étudié.
Manque d'un indicateur de confiance globale.

Où est le vrai débat ?

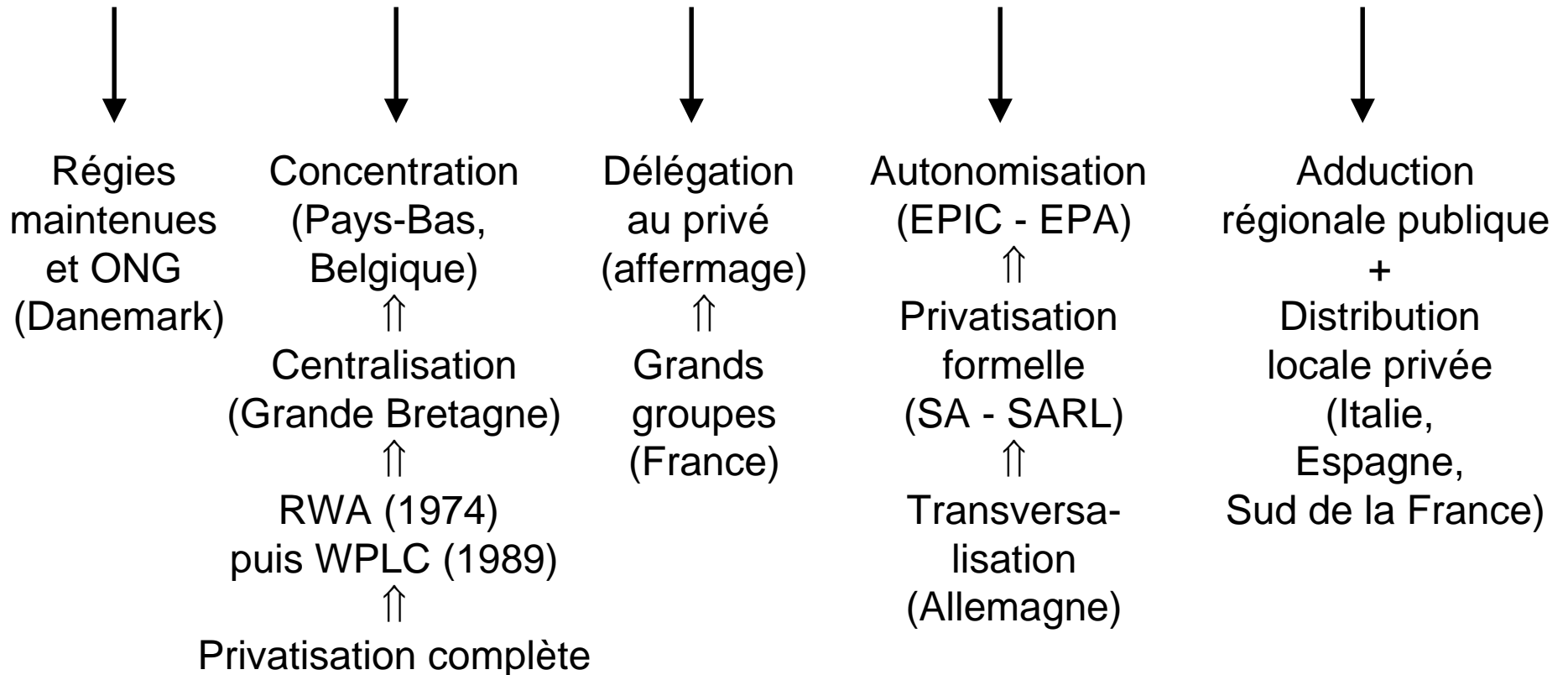
- Le débat public / privé est lié à deux autres débats :
 - Concentration ou centralisation / décentralisation
 - Gestion sectorielle / transversale
- Exemples :
 - concentration : Pays-Bas
 - Centralisation : Angleterre
 - Décentralisation : Brésil
 - Gestion sectorielle : France
 - Gestion transversale : Allemagne

Retour historique

- Au début, services d'eau :
 - Associations d'habitants.
 - Aqueducs d'État.
 - Concessions entreprises privées.
- Fin XIXe siècle :
 - Gestion directe municipale avec aides de l'État.
 - Argent pas cher) raccorder tout le monde.
 - Mais guère d'amortissements ni de provisions.

Retour historique (suite)

Problèmes de financement) crise
Problématique de renouvellement) augmentation des coûts et des prix



Retour historique (fin)

- La gestion municipale avait supplanté la concession parce qu'elle réussissait mieux à financer les extensions.
- Inversement, les restrictions de la comptabilité publique (amortissements, provisions) poussent les villes à chercher des partenaires privés pour gérer à long terme le patrimoine existant.
- Mais si la gestion reste une responsabilité des collectivités locale, il sera difficile de «copier» le modèle anglais.

Le recouvrement des coûts ?

- France : Budget 1994 (milliards de francs)

	Fonctionnement	Investissement
Adduction d'eau potable	34	11
Assainissement épur. collectif	25	15
Assainissement autonome	1	4

- Agences : 6 milliards en plus pris dans la colonne Fonctionn. pour aider la colonne Investissement.
- Subventions : 0,5 milliard (FNDAE)
+ 1 milliard (Départements)
+ 1,5 milliard (région Ile-de-France)
total = moins de 4 % du total.

Le recouvrement des coûts ? (suite)

- Coût des directives européennes (en milliards de francs) :

	Total	Par an
- Directive eaux res. urbaines (DERU)	87	9
- Directive Nitrates	15 à 30	> 2
- Directive eau potable: plomb	30	2
- Pollution pluviale	?	3 ?

		> 15 ?

Est-ce en plus des 26 (11 + 15) ?
Non, recouvrement partiel.

Les coûts de la DERU dans d'autres pays

(en milliards d'euros)

	Assainissement	épuration	Total
• Allemagne	35,5	29,1	64,6
• France	8,0	4,0	12,0
• Italie	17,9	9,1	27,0
• Pays-Bas	1,1	1,8	2,9
• Portugal	1,4	0,9	2,4
• Royaume Uni	2,8	9,7	12,5
• Espagne	4,4	6,5	10,9

LATTS

Angleterre

- Recouvrement des coûts, mais :
 - Investissement « coulé ».
 - Inquiétude sur le renouvellement des égouts.
 - 65 milliards de francs de subventions au moment de la privatisation (20 fois la subvention annuelle de la France).

Pays-Bas et Allemagne

- **Pays-Bas :**
 - Recouvrement des coûts, mais entrent dans phase active de renouvellement : importantes augmentations de prix attendues.
 - Envisagent nouveau train de subventions « amortissables ».
- **Allemagne :**
 - Recouvrement > 90 % comme en France, mais gros problèmes en ex-RDA, et très gros investissements alors que la demande diminue (Berlin).

Pays du sud de l'Europe

- Très loin du recouvrement, en particulier pour l'assainissement / épuration.
- Mais importantes subventions européennes, avec effets pervers :
 - sur-investissement,
 - pas de gestion de la demande et gaspillage.
- On ne peut pas **rationaliser** un service d'eau tant qu'il est **rationné**.
- Injustice du full-cost par rapport à l'Europe du nord.

LATTS

Solution trouvée : mutualisation des investissements et solidarité

- Depuis toujours, solidarité sociale (sanitaire) compteurs / volumes gratuits / impôts / etc.
- Péréquation par l'espace (concentration/centralisation).
- Péréquation dans le temps (banques de l'eau, subventions, amortissement, provisions).
- Péréquation interservices (eau et assainissement, modèle allemand).
- Les pays ne «choisissent» pas, mais trouvent des solutions dans le cadre de leur culture historique.

LATTS

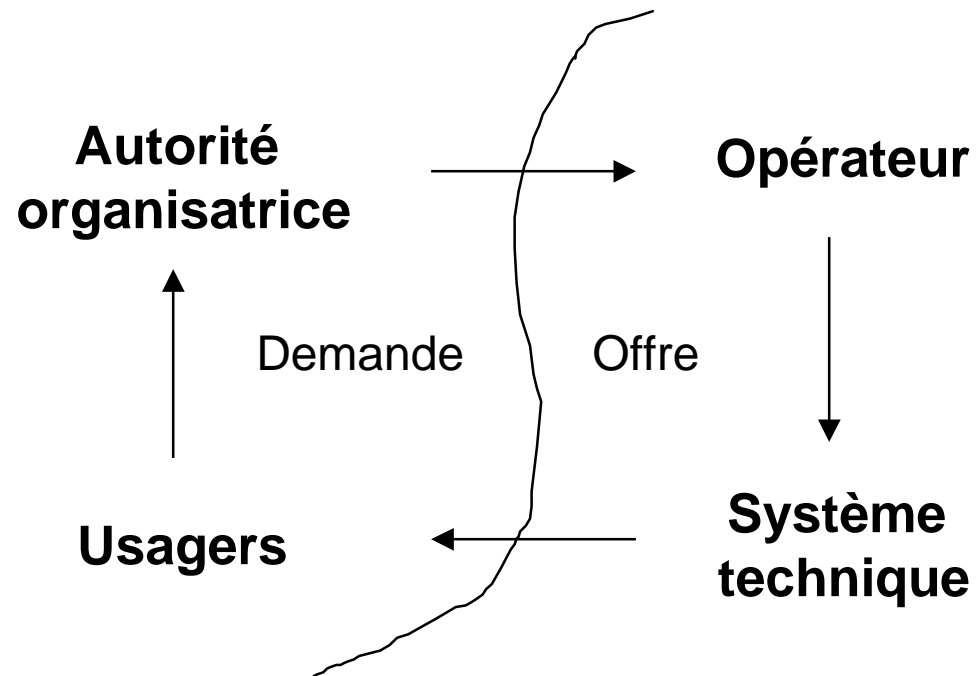
Ce qui coûte cher ce n'est pas l'eau, c'est l'argent ! Et aussi l'information

- L'argent : péréquations (déjà vu).
- L'information : soit gestion par l'offre, soit gestion par la demande **et** participation du public.
- Les groupes de l'eau sont efficaces pour faire payer les factures.
- Les compteurs d'eau ne sont pas indispensables partout.

LATTS

Du génie civil au génie de l'environnement

AVANT



LATTS

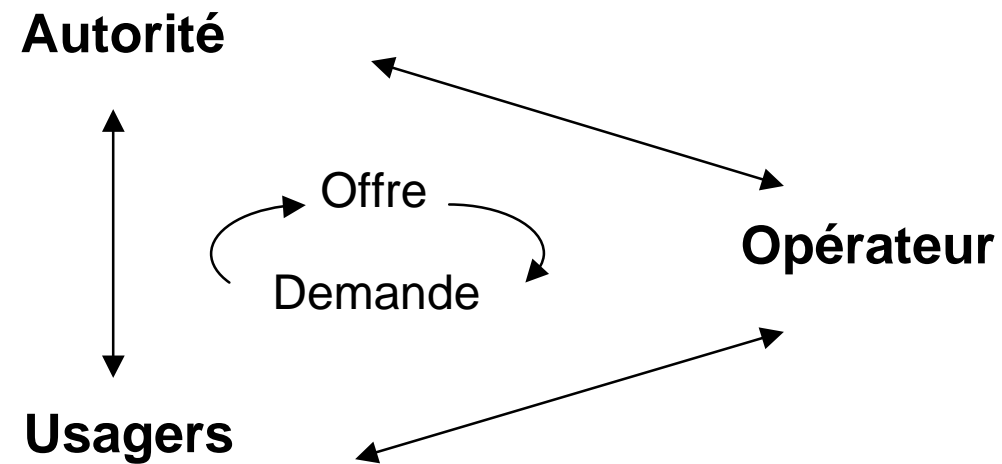
Du génie civil au génie de l'environnement (suite)

- **Mais : crise «écologique» du système :**
 - Nimby et «out of sight, out of mind».
 - Raréfaction de la ressource.
 - Sur-complexification.
 - Effets explosifs / implosifs.

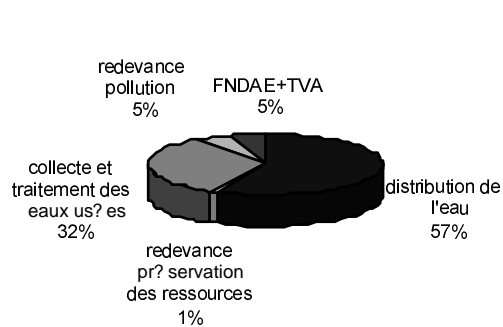
LATTS

Du génie civil au génie de l'environnement (fin)

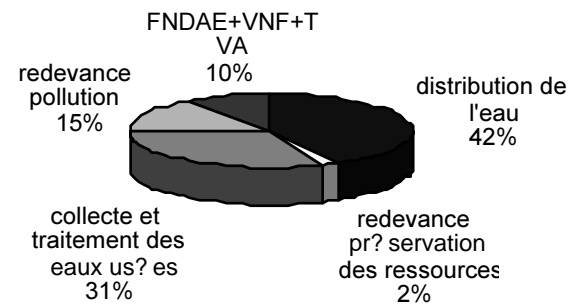
DEMAIN



Evolution des factures d'eau



1990:
9,88 FF



1999:
17,07 FF

En 1996, Ass + Poll > Eau + Prél